

L'ÉTAT-CONTRAT: LE MANIFESTE

Passer de la Liturgie Politique à la
Preuve Contractuelle



Institut de l'État-Contrat

LA FIN DU CHÈQUE EN BLANC

Nous ne proposons ni opinion, ni idéologie, mais un cadre de preuve.

Nous vivons une époque de confusion sémantique totale.

Le mot « Démocratie » est partout, mais le pouvoir réel nous échappe.

Ce manifeste introduit un ajustement technique du fonctionnement institutionnel.

Le constat est simple : le système actuel repose sur le récit (la promesse), ce qui laisse place à l'interprétation et à l'opacité.

L'État-Contrat propose d'intégrer un système reposant sur la structure (le contrat), ce qui impose la clarté,

Pour passer d'un pouvoir que l'on subit à un pouvoir que l'on audite.

LA DÉMOCRATIE COMME LITURGIE

Le vote est devenu un rite, là où il devrait être un arbitrage.

Pourquoi le citoyen se sent-il impuissant ?

Parce que la démocratie est devenue « **liturgique** ». Comme dans un rite religieux, nous répétons des mots et des gestes (l'élection) qui ne produisent plus d'effets sur la réalité.

L'élection n'est plus un choix de direction, mais une validation périodique d'une caste d'experts qui parlent à la place du peuple.

La rupture : Nous devons cesser de chercher des « sauveurs » pour commencer à exiger des « **cadres** ». L'État-Contrat refuse le lyrisme pour imposer la définition.

LE POUVOIR RÉEL : LE BUDGET

La confiance n'est pas un sentiment,
c'est une mesure.

Tant que l'État peut financer l'illusion par la dette ou l'impôt, le récit tient. Mais quand la « contradiction budgétaire » survient, le contrat implicite se brise.

L'État-Contrat propose de relier chaque engagement budgétaire à son impact concret.

En rendant chaque flux traçable, de l'engagement à la réalisation, nous ne critiquons pas le passé : **nous sécurisons l'avenir.**

C'est le passage d'une gestion de l'intention à une gestion de la preuve partagée, quasi instantanée.

PILIER 1 – L'EXPLICITE

(LA FIN DU FLOU)

Remplacer l'interprétation par la définition.

Dans l'État-Contrat, les objectifs sont clairement définis.

1. Trajectoires Longues : Fin des politiques à courte vue. L'État définit des objectifs sur 20 ou 30 ans.

2. Mandat Contractuel : L'élu ne reçoit pas un « chèque en blanc », mais un cahier des charges.

3. Définitions Opératoires : Chaque terme de l'action publique doit être défini sans ambiguïté. Si l'objectif est « la sécurité », le contrat stipule les indicateurs précis qui permettront de juger si le contrat est rempli.

PILIER 2 – LE TRAÇABLE (LA PREUVE PAR LA BLOCKCHAIN)

Passer de la parole qui promet à la structure qui garantit.

La confiance ne peut plus reposer uniquement sur la morale des individus. Elle doit s'appuyer sur des mécanismes techniques rendant les décisions traçables et vérifiables.

L'État-Contrat utilise la blockchain comme infrastructure de preuve décentralisée et infalsifiable, permettant d'enregistrer les engagements publics de manière immuable et consultable.

- Incorruptibilité relative : Une décision prise ou un budget alloué laisse une trace permanente. Toute modification devient visible et documentée, rendant la dissimulation beaucoup plus difficile.
- Audit continu : Les indicateurs du contrat social sont accessibles à tout moment, garantissant un droit d'inventaire permanent pour la société civile.

PILIER 3 – L'OPPOSABLE

(LA RESPONSABILITÉ RÉELLE)

Le contrat est une garantie.

Un engagement sans mécanisme de conséquence reste une déclaration d'intention.

- **L'Arbitrage** : Si les objectifs s'écartent significativement de la trajectoire définie, le mandat peut être réévalué selon des critères préalablement établis. Il ne s'agit plus d'un chèque en blanc, mais d'un suivi structuré.
- **La Responsabilité** : Le dirigeant devient garant de la conformité de ses actes au contrat signé, dans un cadre mesurable et vérifiable.
- **La conséquence contractuelle** : La mise en œuvre des engagements ne relève plus uniquement de l'appréciation politique, mais d'un mécanisme prévu à l'avance et applicable selon des règles définies.

LE FACTEUR HUMAIN

(LE PERMIS DE GOUVERNER)

La stabilité d'un système repose sur l'équilibre de ceux qui le dirigent.

Gérer le destin de millions de personnes est une fonction critique. Elle nécessite une intégrité mentale vérifiée. L'État-Contrat impose une sélection rigoureuse des profils pour les postes à haute responsabilité :

- 1. Tests Psychopathologiques** : Pour écarter les profils narcissiques, paranoïaques ou prédateurs qui cherchent le pouvoir pour le pouvoir.
- 2. Intégrité Cognitive** : Absence de dépendances altérant le jugement.
- 3. Certification** : On ne conduit pas un pays sans avoir prouvé sa stabilité et son équilibre. Testons l'équilibre mental de ceux qui ont le bouton nucléaire ou le budget de nos retraites.

LA MÉTHODE L'INSTITUT DE L'ÉTAT-CONTRAT

L'alternative n'est ni la violence ni la protestation, mais une construction logique.

Comment faire advenir ce modèle ? Par la démonstration et l'adhésion.
L'Institut de l'État-Contrat a pour mission :

- **La rédaction des protocoles** : Traduire les engagements budgétaires et les objectifs associés en contrats auditable et opposable.
- **Le regroupement des expertises** : Juristes, programmeurs, ingénieurs blockchain, économistes, élus, hauts fonctionnaires et psychologues travaillant à la formalisation et à la robustesse du modèle.

Une fois le concept maîtrisé par une masse critique, il devient le seul recours logique face aux limites du modèle narratif actuel.

CONCLUSION: LE CHOIX EST LE VÔTRE

Rejoindre l'Institut, c'est choisir
de bâtir la structure plutôt que de
commenter son usure.

Nous sommes à la fin d'un cycle. Le modèle post-démocratique occidental est déjà à l'œuvre: il sera opaque et autoritaire, soit **explicite, traçable et opposable**.

Ce manifeste est une invitation à cesser d'espérer pour commencer à exiger. Le système ne se réparera pas tout seul. Il doit être remplacé par un contrat de preuve.

L'État-Contrat : «Pour que la confiance ne soit plus un pari, mais un contrat.»

Devenez acteur de la clarté publique

Adhérer à l'Institut (pour les citoyens)

Rejoindre le groupe d'experts (pour les Juristes, ingénieurs blockchain, programmeurs, économistes, élus, hauts fonctionnaires d'État et psychologues).

Formulaire d'engagement : <https://institutetatcontrat.fr/formulaire/>



L'Institut de l'État-Contrat est une association à but non lucratif, régie par la loi du 1er juillet 1901.

Menton Légal: © 2026 Institut de l'État-Contrat. Tous droits réservés.

La paix n'est pas
un idéal



c'est un effet secondaire
d'un cadre clair.